

VERTALING

N. 2002 — 3287

[C — 2002/29391]

4 JULI 2002. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de modellen van de beoordelingsstaat en van de persoonlijke fiche van de leden van het onderwijzend personeel van de Hogere Kunstscholen georganiseerd door de Franse Gemeenschap

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstscholen (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten), inzonderheid op artikel 141;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 25 februari 2002;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 7 maart 2002;

Gelet op het onderhandelingsprotocol van 26 april 2002 houdende de conclusies van de onderhandelingen gevoerd binnen het Comité van sector IX;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap over de aanvraag om advies te geven door de Raad van State binnen een termijn van hoogstens een maand;

Gelet op het advies nr. 33.546/2 van de Raad van State gegeven op 12 juni 2002 bij toepassing van artikel 84, lid 1, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister belast met Ambtenarenzaken en de Minister van Hoger Onderwijs;

Na beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 4 juli 2002;

Besluit :

Artikel 1. De beoordelingsstaat en de persoonlijke fiche van de leden van het onderwijzend personeel van de Hogere Kunstscholen georganiseerd door de Franse Gemeenschap worden vastgesteld volgen de modellen gevoegd bij dit besluit.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 september 2002.

Art. 3. De Minister tot wiens bevoegdheid het Hoger Onderwijs behoort, wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 4 juli 2002.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Cultuur, Begroting, Ambtenarenzaken, Jeugdzaken en Sport,

R. DEMOTTE

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,

Mevr. F. DUPUIS



F. 2002 — 3288

[C — 2002/29404]

17 JUILLET 2002. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté royal du 27 juin 1974 fixant au 1^{er} avril 1972 les échelles des fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement de l'Etat, des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, des membres du personnel du service d'inspection de l'enseignement par correspondance et de l'enseignement primaire subventionné et les échelles des grades du personnel des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat, telle qu'elle a été modifiée;

Vu la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur, telle qu'elle a été modifiée;

Vu le décret du 17 mai 1999 relatif à l'enseignement supérieur artistique;

Vu le décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants), notamment l'article 68;

Vu l'arrêté royal du 15 avril 1958 portant statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilé du Ministère de l'Instruction publique, tel qu'il a été modifié;

Vu l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1970 fixant les échelles de traitement des fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, tel qu'il a été modifié, notamment l'article 7;

Vu l'arrêté royal du 27 juin 1974 fixant au 1^{er} avril 1972 les échelles des fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement de l'Etat, des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, des membres du personnel du service d'inspection de l'enseignement par correspondance et de l'enseignement primaire subventionné et les échelles des grades du personnel des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, tel qu'il a été modifié;

Vu l'arrêté royal du 9 novembre 1978 fixant au 1^{er} avril 1972 les échelles de traitement des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation des établissements d'enseignement artistique de plein exercice de l'Etat, relevant du Ministre de la Culture néerlandaise et du Ministre de la Culture française, ainsi que des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance des établissements d'enseignement artistique, tel qu'il a été modifié;

Vu le protocole de négociation du Comité de Secteur IX et du Comité des Services publics provinciaux et locaux, 2^e section, contenant les conclusions de la négociation du 12 juillet 2002;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 11 avril 2002;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 18 avril 2002;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique et de la Ministre de l'Enseignement supérieur;

Après délibération du Gouvernement de la Communauté française du 17 juillet 2002;

Arrête :

Article 1^{er}. Un chapitre E', rédigé comme suit, est ajouté à l'article 2 de l'arrêté royal du 27 juin 1974 fixant au 1^{er} avril 1972 les échelles des fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement de l'Etat, des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, des membres du personnel du service d'inspection de l'enseignement primaire subventionné et les échelles des grades du personnel des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, tel qu'il a été modifié :

« Chapitre E' — Du personnel directeur et enseignant de l'enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts.

§ 1^{er}. - Les échelles de traitement et les traitements uniques organiques afférents aux fonctions des membres du personnel directeur et enseignant de l'enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts sont fixés comme suit :

1. Assistant	415 (traitement unique organique)
--------------	--------------------------------------

Les titulaires de la fonction d'assistant bénéficient d'une rémunération toujours égale au montant de l'échelon minimum de l'échelle de traitement 415.

2. Conférencier	415 (traitement unique organique)
-----------------	--------------------------------------

Les titulaires de la fonction de conférencier bénéficient d'une rémunération toujours égale au montant de l'échelon minimum de l'échelle de traitement 415.

3. Accompagnateur	415
-------------------	-----

4. Professeur :

a) comptant, à la date du 15 septembre 2001, au moins deux années de services rendus dans l'enseignement supérieur artistique ou dans l'enseignement artistique supérieur (ou dans l'enseignement supérieur technique du 3 ^e degré)	422
--	-----

b) ne répondant pas à la condition visée sub a)	415
---	-----

5. Directeur adjoint	450
----------------------	-----

6. Directeur	480
--------------	-----

§ 2. - Le directeur adjoint qui, avant sa désignation en cette qualité, exerçait une fonction enseignante dans un des établissements visés par le décret du 17 mai 1999 relatif à l'enseignement supérieur artistique, bénéficie de l'échelle 422 et d'une allocation égale à la différence entre l'échelle 450 et l'échelle 422.

§ 3. - Le directeur qui, avant sa désignation en cette qualité, exerçait une fonction enseignante dans un des établissements visés par le décret du 17 mai 1999 relatif à l'enseignement supérieur artistique, bénéficie de l'échelle 422 et d'une allocation égale à la différence entre l'échelle 480 et l'échelle 422.

§ 4. - l'allocation visée aux §§ 2 et 3 du présent article est octroyée conformément aux dispositions définies aux articles 2, 3 et 4 de l'arrêté royal du 13 juin 1976 réglant l'octroi d'une allocation aux membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel paramédical de l'enseignement de l'Etat désignés provisoirement à une fonction de sélection ou à une fonction de promotion.

Art. 2. Dans les Ecoles supérieures des Arts, les fonctions de chef de bureau d'études, de chef de travaux, de professeur de pratique professionnelle et d'assistant dans l'enseignement des arts du spectacle et techniques de diffusion visées par l'article 469 du décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants), restent soumises aux dispositions du chapitre E de l'arrêté royal du 27 juin 1974 précité, pour les fonctions classées dans l'enseignement de type court et pour celles de ces fonctions classées avant le 1^{er} septembre 2002 dans l'enseignement du troisième degré, aux dispositions de l'article 7 de l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1970 fixant les échelles des fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, technique, artistique et normal de l'Etat et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, tel qu'il a été modifié.

Art. 3. Dans l'article 7 de l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1970 précité, est inséré un dernier alinéa rédigé comme suit :

« Les échelles relatives aux fonctions de chargé de cours, de professeur ordinaire, de directeur adjoint et de directeur, fixées par le présent article, cessent d'être applicables à partir du 1^{er} septembre 2002 aux membres du personnel enseignant des Ecoles supérieures des Arts dont les fonctions sont déterminées par l'article 69 du décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants) ».

Art. 4. Un article 11bis, rédigé comme suit, est inséré à la suite de l'article 11 dans l'arrêté royal du 9 novembre 1978 fixant au 1^{er} avril 1972 les échelles de traitement des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation des établissements d'enseignement artistique de plein exercice de l'Etat, relevant du Ministre de la Culture néerlandaise et du Ministre de la Culture française, ainsi que des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance des établissements d'enseignement artistique, tel qu'il a été modifié :

« Article 11bis. A partir du 1^{er} septembre 2002, les dispositions du présent arrêté cessent d'être applicables en régime organique aux membres du personnel directeur et enseignant des Ecoles supérieures des Arts définies à l'article 2 du décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants).

Par dérogation à l'alinéa précédent, les échelles de traitement 606, 610 et 607 continuent à s'appliquer aux professeurs et accompagnateurs des conservatoires royaux de musique nommés à titre définitif le 1^{er} septembre 2002 et qui répondent aux conditions fixées par l'article 461 du décret du 20 décembre 2001 précité ».

Art. 5. Le Ministre de la Fonction publique et la Ministre de l'Enseignement supérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 2002.

Bruxelles, le 17 juillet 2002.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de la Culture, du Budget, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,
R. DEMOTTE

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale et de la Recherche scientifique,
Mme F. DUPUIS

VERTALING

N. 2002 — 3288

[C — 2002/29404]

17 JULI 2002. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het koninklijk besluit van 27 juni 1974 waarbij op 1 april 1972 worden vastgelegd de schalen verbonden aan de ambten van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel bij de rijksonderwijsinrichtingen, aan de ambten van de leden van de inspectiedienst, belast met het toezicht op deze inrichtingen en aan de ambten van de leden van de inspectiedienst van het gesubsidieerd lager onderwijs, en de schalen verbonden aan de graden van het personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Staat

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 22 juni 1964 betreffende het statuut der personeelsleden van het Rijksonderwijs, zoals gewijzigd;

Gelet op de wet van 7 juli 1970 betreffende de algemene structuur van het hoger onderwijs, zoals gewijzigd;

Gelet op het decreet van 17 mei 1999 betreffende het hoger kunstsonderwijs;

Gelet op het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstsonderwijs georganiseerd in de hogere kunstschoolen (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten), inzonderheid op artikel 68;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 april 1958 houdende bezoldigingsregeling van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het Ministerie van Openbaar Onderwijs, zoals gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 1 december 1970 tot vaststelling van de schalen verbonden aan de ambten der leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel bij de inrichtingen voor kleuteronderwijs, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, en van de ambten der leden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen, inzonderheid op artikel 7;

Gelet op het koninklijk besluit van 27 juni 1974 waarbij op 1 april 1972 worden vastgelegd de schalen verbonden aan de ambten van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel bij de rijksonderwijsinrichtingen, aan de ambten van de leden van de inspectiedienst, belast met het toezicht op deze inrichtingen en aan de ambten van de leden van de inspectiedienst van het gesubsidieerd lager onderwijs, en de schalen verbonden aan de graden van het personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Staat, zoals gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 9 november 1978 tot vaststelling op 1 april 1972 van de weddeschalen van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het opvoedend hulppersoneel van de rijksinrichtingen voor kunstsonderwijs met volledig leerplan, ressorterend onder de Minister van Nederlandse Cultuur en de Minister van Franse Cultuur, alsmede van de personeelsleden van de inspectiedienst belast met het toezicht op de inrichtingen voor kunstsonderwijs, zoals gewijzigd;

Gelet op het onderhandelingsprotocol van het Comité van Sector IX en van het Comité voor provinciale en plaatselijke openbare Diensten, 2de afdeling, bevattende de conclusies van de onderhandeling van 12 juli 2002.

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 11 april 2002;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 18 april 2002;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken en de Minister van Hoger Onderwijs;

Na beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap op 17 juli 2002;

Besluit :

Artikel 1. Een hoofdstuk E', als volgt opgesteld, wordt ingevoegd in artikel 2 van het koninklijk besluit van 27 juni 1974 waarbij op 1 april 1972 worden vastgelegd de schalen verbonden aan de ambten van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel bij de rijksonderwijsinrichtingen, aan de ambten van de leden van de inspectiedienst, belast met het toezicht op deze inrichtingen en aan de ambten van de leden van de inspectiedienst van het gesubsidieerd lager onderwijs, en de schalen verbonden aan de graden van het personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Staat, zoals gewijzigd :

« Hoofdstuk E' - Het bestuurs- en onderwijzend personeel van het hoger kunstsonderwijs georganiseerd in hogere kunstschoolen.

§ 1. De weddeschalen en enige organieke wedden die ambten betreffen van leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel van het hoger kunstonderwijs georganiseerd in hogere kunstschole worden als volgt vastgesteld :

1. Assistent	415
De titularissen van het ambt van assistent genieten een wedde die steeds gelijk is aan het minimumbedrag van de weddeschaal 415.	(enige organieke wedde)
2. Lector	415
De titularissen van het ambt van lector genieten een wedde die steeds gelijk is aan het minimumbedrag van de weddeschaal 415.	(enige organieke wedde)
3. Begeleider	415
4. Hoogleraar :	422
a) met op 15 september 2001 minstens twee jaar dienst in het hoger kunstonderwijs of in het kunsthoger onderwijs (of in het technisch onderwijs van de derde graad)	
b) die de aan voorwaarde onder a) niet voldoet	415
5. Adjunct-directeur	450
6. Directeur	480

§ 2. De adjunct directeur, die voor zijn aanstelling een onderwijzend ambt uitoefende in een van de inrichtingen bedoeld in het decreet van 17 mei 1999 betreffende het hoger kunstonderwijs, geniet de schaal 422 en een toelage die gelijk is aan het verschil tussen schaal 450 en schaal 422.

§ 3. De directeur, die voor zijn aanstelling een onderwijzend ambt uitoefende in een van de inrichtingen bedoeld in het decreet van 17 mei 1999 betreffende het hoger kunstonderwijs, geniet de schaal 422 en een toelage die gelijk is aan het verschil tussen schaal 480 en schaal 422.

§ 4. De toelage bedoeld in §§2 en 3 van dit besluit wordt toegekend overeenkomstig de bepalingen vastgesteld in de artikelen 2, 3 en 4 van het koninklijk besluit van 13 juni 1976 tot regeling van de toekenning van een toelage aan de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel van het rijksonderwijs die voorlopig aangesteld zijn in een selectie- of bevorderingsambt.

Art. 2. In de hogere kunstschole, blijven de ambten van leider van studie bureau, werkleider, hoogleraar in de professionele praktijk en assistent in het hoger onderwijs voor vertoningskunten en verspreidingstechnieken bedoeld in artikel 469 van het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstschole (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten), onderworpen aan de bepalingen van hoofdstuk E van voornoemd koninklijk besluit van 27 juni 1974 voor de ambten geclasseerd in het onderwijs van het korte type en voor de ambten geclasseerd voor 1 september 2002 in het onderwijs van de derde graad, aan de bepalingen van artikel 7 van het koninklijk besluit van 1 december 1970 tot vaststelling van de schalen verbonden aan de ambten der leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel bij de inrichtingen voor kleuteronderwijs, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, en van de ambten der leden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen, zoals gewijzigd.

Art. 3. In artikel 7 van voornoemd koninklijk besluit van 1 december 1970, wordt een laatste lid toegevoegd als volgt opgesteld :

« De schalen betreffende de ambten van docent, gewone hoogleraar, adjunct-directeur en directeur, vastgesteld door dit artikel, houden op vanaf 1 september 2002 van toepassing te zijn op de leden van het onderwijzend personeel van de hogere kunstschole waarvan de ambten vastgesteld worden bij artikel 69 van het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstschole (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten) ».

Art. 4. Een artikel 11*bis*, als volgt opgesteld, wordt toegevoegd na artikel 11 van het koninklijk besluit van 9 november 1978 tot vaststelling op 1 april 1972 van de weddeschalen van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het opvoedend hulppersoneel van de rijksinrichtingen voor kunstonderwijs met volledig leerplan, ressorterend onder de Minister van Nederlandse Cultuur en de Minister van Franse Cultuur, alsmede van de personeelsleden van de inspectiedienst belast met het toezicht op de inrichtingen voor kunstonderwijs, zoals gewijzigd :

« Artikel 11*bis*. Vanaf 1 september 2002, houden de bepalingen van dit besluit op van toepassing te zijn als organieke stelsel op de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel van de hogere kunstschole bepaald bij artikel 2 van het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstschole (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten).

In afwijking van het vorig lid, blijven de weddeschalen 606, 610 en 607 van toepassing op de professoren en begeleiders van de koninklijke muziekconservatoria definitief benoemd op 1 september 2002 en die aan de voorwaarden voldoen vastgesteld bij artikel 461 van voornoemd decreet van 20 december 2001. »

Art. 5. De Minister van Ambtenarenzaken en de Minister van Hoger Onderwijs zijn, elk wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 6. Dit besluit treedt in werking op 1 september 2002.

Brussel, 17 juli 2002.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Cultuur, Begroting, Ambtenarenzaken, Jeugdzaken en Sport,
R. DEMOTTE

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,
Mevr. F. DUPUIS